



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale
des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2014-MD-66-IC
CJ

**ARRETE PREFECTORAL de mise en demeure
pris à l'encontre de la société ACOYANCE
dont le siège social et l'établissement sont
situés 16 boulevard du Val de Vesle
– BP 1009 – 51100 REIMS**

**Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,
Préfet du département de la Marne,**

VU :

- le Code de l'environnement,
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral n°86.A.30 du 25 juillet 1986 autorisant la Coopérative Agricole de l'Arrondissement de Reims à exploiter à Reims un complexe céréalier,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006.APC.133.IC du 5 décembre 2006,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010.APC.198.IC du 2 septembre 2010,
- les constats relevés lors de la visite d'inspection du 10 octobre 2013,
- le courrier de l'exploitant à destination du préfet de la Marne en date du 3 avril 2014,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 juillet 2014 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT :

- que, dans son courrier du 3 avril 2014 sus-visé, l'exploitant a déterminé un volume total des bâtiments relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées de 63 049 m³,
- que ce volume classe les installations relevant de la rubrique 1510 dans le régime de l'enregistrement,
- que l'exploitant n'était soumis qu'à déclaration pour les installations relevant de la rubrique 1510 avec un volume de 46 322 m³ dans son arrêté préfectoral du 2 septembre 2010 sus-visé,
- *que le code de l'environnement prévoit en son article L. 171-8 : « I. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ».*

Sur proposition de Monsieur directeur départemental des territoires de la Marne,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La Société ACOLYANCE, dont le siège est situé 16 boulevard du Val de Vesle - BP10009 – 51100 REIMS, est mise en demeure, pour son établissement situé à Reims, de régulariser, dans un **délai de 6 mois**, sa situation quant au défaut d'enregistrement identifié pour la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées (entrepôts couverts).

Le délai prévu par le présent arrêté s'entend à compter de sa notification.

Article 2 : Sanctions

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Droit des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Voies de recours.

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

– par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai d'un an** à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 5 : Exécution et diffusion

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le directeur départemental des territoires de la Marne, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à M. le Sous Préfet de Reims, à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DIRECCTE, à la DDT – service urbanisme, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé à Monsieur le Directeur de la société ACOLYANCE dont le siège social est situé 16 boulevard du Val de Vesle – BP 1009 – 51100 REIMS.

Monsieur le Maire de Reims procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le

18 AOÛT 2014

Pour le préfet et par délégation,
le Secrétaire Général de la Préfecture



Francis SOUTRIC